

2. en die nog georganiseerd worden in elk van de volgende schooljaren, zonder dat het aantal uren dat eraan besteed werd, verhoogd werd. Als een inrichtende macht geen rekening houdt met een ongunstig advies, verliest ze het voordeel van de kredieten of toelagen voor geheel de inrichting waarin de optie of activiteit georganiseerd wordt ».

Art. 7. In artikel II van het decreet van 19 juli 1993 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het secundair onderwijs, vervalt § 2, 2e lid.

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepaling*

Art. 8. In het 2e jaar van de 1e graad kunnen de vroegere bepalingen van kracht blijven tijdens het schooljaar 1995-1996.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 28 augustus 1995.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.  
Brussel, 10 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,  
belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,  
P. MAHOUX

#### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 1043

[S-Mac -- 29283]

#### 10 AVRIL 1995. — Décret portant des mesures urgentes en matière d'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit

#### CHAPITRE 1er. — *Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné*

Article 1er. L'article 24, § 1er, alinéa 2, du décret du 6 juin 1994 précité est remplacé par la disposition suivante :

"Par dérogation à l'alinéa premier,

— dans l'enseignement préscolaire et primaire, le membre du personnel ne peut se prévaloir des 360 jours acquis dans une fonction de la même catégorie que pour devenir prioritaire dans cette fonction ou toute autre fonction pour laquelle il possède le titre requis,

— dans l'enseignement secondaire, entrent dans le classement des prioritaires :

1° tout membre du personnel qui compte 360 jours de service dans une fonction de la catégorie en cause et qui possède le titre requis pour la fonction qu'il postule;

2° tout membre du personnel qui compte, parmi les 360 jours exigés, 180 jours au moins de service dans la fonction qu'il postule et pour laquelle il possède un titre suffisant A.

Les désignations se font dans le respect du classement.

Celui-ci est établi sur la base du nombre de jours d'ancienneté de service calculé conformément à l'article 34 "

Art. 2. § 1er. A l'article 25, § 1er, 1°, 4e alinéa, le mot "commission" est remplacé par le mot "instance".

§ 2. L'article 25, § 1er, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"S'il est temporaire prioritaire au sens de l'article 24, § 1er, la même procédure que celle prévue au 1° est appliquée, mais l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur."

§ 3. A l'article 25, § 2, dernier alinéa, 3e ligne, le mot "par" est remplacé par le mot "parmi".

Art. 3. Un article 27bis est introduit dans le décret du 6 juin 1994 précité. Il est rédigé comme suit :

"Article 27bis. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par pouvoir organisateur :

— dans l'enseignement organisé par les villes et les communes, le collège des bourgmestre et échevins;

— dans l'enseignement organisé par les provinces, la députation permanente du Conseil provincial;

— dans les établissements d'enseignement relevant des Centres publics d'aide sociale, le Conseil de ces institutions;

— dans les établissements d'enseignement relevant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, le conseil d'administration de cette institution;

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — Projet de décret : N° 230 — N° 1. — Rapport : n° 230-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 6 avril 1995.

— dans les établissements d'enseignement relevant des associations intercommunales, le conseil d'administration de ces institutions.

Toutefois, toute désignation effectuée par le collège des bourgmestre et échevins est soumise à la ratification du conseil communal dans un délai de trois mois."

**Art. 4. § 1er.** L'article 28, 1<sup>o</sup>, est complété par la disposition suivante :

"Par ailleurs, toute réaffectation d'un membre du personnel mis en disponibilité auprès d'un autre pouvoir organisateur est reconduite chaque année aussi longtemps que l'intéressé n'a pas acquis 600 jours d'ancienneté au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté. Ces 600 jours doivent être répartis sur trois années scolaires au moins. Ils sont calculés conformément à l'article 34.

Toutefois, il est mis fin à cette réaffectation :

- en cas de retour du titulaire de l'emploi, si la réaffectation est temporaire;
- si le pouvoir organisateur est tenu de réaffecter entre-temps un membre de son personnel;
- si le pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité dispose d'un emploi vacant de la même fonction et doit mettre fin à cette disponibilité;
- si le membre du personnel néglige de faire acte de candidature à la nomination dès qu'il remplit les conditions prévues au présent décret. L'ancienneté dont peut se prévaloir le membre du personnel à cette occasion est l'ancienneté acquise au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté;
- si le membre du personnel ne souscrit ni ne respecte les obligations reprises aux articles 6 et 15 du présent décret.

Il peut également être mis fin à cette réaffectation :

- de commun accord;
- en cas de faute grave;
- sur décision de la commission de réaffectation compétente saisie par le pouvoir organisateur ou le membre du personnel."

§ 2. L'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 6 juin 1994 précité est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

"En ce qui concerne l'enseignement supérieur de type court et aussi longtemps qu'une spécificité de titres requis n'aura pas été définie en application de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, le porteur d'un des titres de capacité exigé par cette loi est présumé posséder le titre requis pour la spécificité qu'il a enseignée pendant 240 jours au moins, répartis sur deux années scolaires au moins."

**Art. 5.** L'article 30, 9<sup>o</sup>, est complété par la disposition suivante :

"Les 600 jours d'ancienneté acquis au service du pouvoir organisateur doivent être répartis sur trois années scolaires au moins."

**Art. 6.** Un article 30bis est inséré dans le décret du 6 juin 1994 précité. Il est rédigé comme suit :

"Article 30bis. Par dérogation aux dispositions de l'article 30, alinéa 1er, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, et pour la seule année scolaire 1995-1996, sont présumés satisfaire aux conditions de nomination au 1er octobre 1995 dans l'enseignement fondamental et au 1er novembre 1995 dans les autres niveaux d'enseignement, les membres du personnel qui ont acquis, à la fin de l'année scolaire ou académique 1994-1995, une ancienneté de 600 jours dont 240 dans la fonction considérée auprès du pouvoir organisateur. Cette ancienneté doit être répartie sur trois années scolaires au moins."

**Art. 7.** A l'article 31, un troisième alinéa nouveau est inséré et est rédigé comme suit :

"Dans l'enseignement fondamental, les emplois d'instituteur(trice) maternel(le) et d'instituteur(trice) primaire doivent comporter une demi-charge ou une charge complète."

L'alinéa 3 devient l'alinéa 4. Ce dernier est modifié comme suit :

"L'avis qui indique le classement des temporaires, la fonction à conférer, le volume des prestations des emplois offerts, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites, est communiqué à tous les membres temporaires du pouvoir organisateur qui figurent au classement des prioritaires au sens des articles 24, § 1er, et 30."

Un cinquième alinéa est ajouté au même article :

"Les emplois vacants au 1er février sont globalisés dans chaque fonction pour l'ensemble des établissements d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune. Sont conférés à titre définitif ceux qui demeurent vacants dans chacune des fonctions au 1er octobre suivant dans l'ensemble des établissements d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune, à concurrence du nombre maximum d'emplois qui ont fait l'objet d'un appel aux candidats à la nomination au mois de mai précédent."

**Art. 8.** L'article 34, alinéa 2, est scindé en 2 alinéas nouveaux, rédigés comme suit :

"Le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue.

Par dérogation à l'alinéa 1er sont englobés dans cette période d'activité, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et de printemps et les congés de maternité, d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse, et les congés exceptionnels prévus respectivement aux articles 5 et 5bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 14 janvier 1979 relatif aux congés de circonstances accordés à certains membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement de l'Etat."

**Art. 9.** L'article 40, 3<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante : "exercer une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le même pouvoir organisateur".

**Art. 10.** L'article 44, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"En cas d'application de l'article 42, § 4, il sera réputé remplir la condition exigée à l'article 40, alinéa 1er, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, à l'expiration de la période de 6 années."

**Art. 11.** L'article 50, § 3, deuxième alinéa du décret du 6 juin 1994, est remplacé par le texte suivant :

"Toutefois, pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, les conditions visées à l'article 49, 4e et 5e, ne sont pas exigées."

**Art. 12.** L'article 52, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"En cas d'application de l'article 50, § 4, l'agent sera réputé remplir la condition exigée à l'article 49, alinéa 1er, 1°, à l'expiration de la période de six années."

**Art. 13.** L'article 76, 2°, est complété comme suit :

"2° d'un président choisi parmi les magistrats en activité ou admis à la retraite."

**Art. 14.** L'article 99, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

"Les articles 30, § 1er, 74, 75 et 76 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957."

**Art. 15.** 1° L'article 100, § 2, est complété comme suit :

"Les pouvoirs organisateurs peuvent néanmoins procéder à des nominations avec effet au 1er janvier 1995 au plus tard jusqu'au 30 juin de l'année scolaire 1994-1995."

Par ailleurs, dans l'enseignement de promotion sociale, ces nominations peuvent être effectuées entre le 1er janvier et le 30 juin pour autant que les unités de formation aient été prévues avant le 1er janvier 1995.

2° A l'article 100, alinéa 2, §§ 2, 3 et 4, les mots "visée au § 1er" sont remplacés par les mots "visée à l'alinéa 1er".

3° A l'article 100, alinéa 1er, §§ 3 et 4, le mot "vacant" est supprimé.

4° A l'article 100, § 6, les mots "et dans l'enseignement artistique" sont insérés entre les mots "l'enseignement de promotion socio-culturelle" et "avant l'entrée en vigueur du présent statut".

**Art. 16.** § 1er. L'article 101 est modifié par la disposition suivante :

"En attendant l'exécution de l'article 12bis, § 2, de la loi du 29 mai 1959, les titres de capacité requis et jugés suffisants sont considérés comme titres de capacité visés à l'article 2."

§ 2. Un article 101bis est ajouté : il est rédigé comme suit :

"Article 101bis. La mise en disponibilité par défaut d'emploi, la déclaration en perte partielle de charge, la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente sont réglés par le Gouvernement."

#### CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné

**Art. 17.** A l'article 2, 1er alinéa, entre les mots "... loi du 29 mai 1959 précitée" et les mots "et les articles 10 et 17, § 4 ...", il y a lieu d'insérer "de l'article 15, 3°, de la loi sur l'enseignement artistique du 14 mai 1955 et de l'article 22bis de la loi du 11 juillet 1973 modifiant celle du 29 mai 1959 précitée".

**Art. 18.** A l'article 30, § 1er, alinéa 1er, les mots "8° ne pas avoir dépassé la limite d'âge de 54 ans, sauf dispense accordée par l'Exécutif. Le cas échéant, la limite d'âge fixée au 8° peut être relevée du nombre d'années que l'intéressé peut faire valoir et qui entre en ligne de compte, pour l'ouverture d'une pension à charge du Trésor" sont supprimés.

**Art. 19.** A l'article 32, § 1er, est inséré un point 6°, disposant comme suit :

"Dans l'enseignement de promotion sociale, s'il échec, à l'issue de l'organisation d'une unité de formation ou d'une section pour laquelle l'engagement temporaire a été conclu."

**Art. 20.** L'article 40 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 40. Le pouvoir organisateur peut engager à titre définitif dans un emploi vacant d'une fonction de recrutement conformément à la procédure prévue aux articles 43, 45 et 46 sauf :

1. s'il est tenu par les dispositions en vigueur sur la réaffectation ou la remise au travail, d'engager dans cet emploi un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi;

2. si, alors qu'il n'est pas tenu par ces dispositions, le pouvoir organisateur engage un membre du personnel par mutation au sens de l'article 41, ou en application des articles 41bis, 41ter, 41quater et 41quinquies."

**Art. 21.** Il est inséré un article 41bis, disposant comme suit :

"Article 41bis. Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer peut dans le respect de l'article 45, alinéa 2, compléter la charge d'un membre de son personnel engagé à titre définitif dans une charge à prestations incomplètes par une extension de son engagement à titre définitif dans la même fonction."

L'extension produit ses effets, quelle qu'en soit la date. Elle ne peut être accordée que pour autant que le membre du personnel remplisse toutes les conditions prévues à l'article 42, à l'exception du 10°."

**Art. 22.** Il est inséré un article 41ter, disposant comme suit :

"Article 41ter. Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant d'une fonction de recrutement à conférer peut engager à titre définitif dans cet emploi un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion qui le demande, si aucun des membres de son personnel n'est prioritaire au sens de l'article 34, § 1er, 1°. L'engagement peut avoir lieu quelle qu'en soit la date. Il ne peut être accordé que pour autant que le membre du personnel remplisse toutes les conditions prévues à l'article 42, à l'exception du 8° en ce qui concerne l'ancienneté dans la fonction et du 10°."

**Art. 23.** Il est inséré un article 41quater, disposant comme suit :

"Article 41quater. Le membre du personnel non visé au 41ter qui, dans le respect des règles du présent statut, se voit attribuer un emploi vacant pour lequel il a déjà bénéficié d'un engagement à titre définitif auprès du même pouvoir organisateur, est, s'il en fait la demande, immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi, quelle que soit la date."

**Art. 24.** Il est inséré un article 41quinquies, disposant comme suit :

"Article 41quinquies. § 1er. Le membre du personnel engagé à titre définitif qui, en vertu des dispositions relatives aux mises en disponibilité et réaffectations, y compris les mesures préalables à la mise en disponibilité, se voit attribuer un emploi vacant auprès du pouvoir organisateur qui, le cas échéant, l'a placé en disponibilité ou en perte partielle de charge est immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date.

§ 2. Le membre du personnel engagé à titre définitif qui, en vertu des dispositions relatives à la remise au travail se voit attribuer un emploi vacant auprès du pouvoir organisateur qui l'a placé en disponibilité ou en perte partielle de charge peut, s'il en fait la demande être immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date."

**Art. 25.** Le texte de l'article 51 est remplacé par le texte suivant :

"Article 51. § 1er. Nul ne peut être engagé à titre définitif dans une fonction de sélection s'il ne répond au moment de l'engagement aux conditions suivantes :

1° Avoir acquis une ancienneté de service de six ans au sein de l'enseignement subventionné dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion, calculée selon les modalités fixées à l'article 47.

2° Être engagé à titre définitif dans une de ces fonctions depuis deux ans au moins dans l'enseignement subventionné.

3° Exercer une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné.

4° Être porteur d'un titre de capacité prévu à l'article 2 et déterminé par le Gouvernement pour la fonction de recrutement qui appartient au même niveau d'enseignement que la fonction de sélection à conférer.

§ 2. En cas d'application de l'article 53, § 2bis, le membre du personnel peut être engagé à titre définitif dans la fonction de sélection à l'expiration d'une période de six années.

Le délai de six ans est, le cas échéant, diminué du nombre d'années, au cours desquelles le membre du personnel a été titulaire à titre temporaire ou définitif d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion.

§ 3. Le membre du personnel qui exerce une fonction dans une école d'application dans laquelle il n'y a que des emplois de sélection dans la fonction qu'il exerce est réputé exercer la fonction de recrutement correspondante. Il peut bénéficier d'un engagement à titre définitif dans cette fonction de recrutement dès qu'il répond aux conditions exigées à l'article 42. Il pourra prétendre à un engagement à titre définitif dans la fonction de sélection correspondante dès qu'il remplira les conditions précisées au § 1er, 1° et 2°."

**Art. 26.** A l'article 53, § 1er, les mots "Au plus tard à la fin... ne l'en a pas déchargé" sont remplacés par "Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1er, 3°, le membre du personnel est au plus tard deux ans après sa désignation engagé définitivement dans la fonction de sélection s'il répond à ce moment à toutes les conditions de l'article 51 et si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé."

A l'article 53, un § 2bis, disposant comme suit est ajouté :

"§ 2bis. A défaut de pouvoir conférer l'emploi, s'il y a lieu, le titre définitif conformément à l'article 51, § 1er, ou à titre temporaire conformément aux §§ 1er et 2, le pouvoir organisateur peut recruter un membre du personnel pour autant qu'il soit satisfait aux conditions de l'article 30, § 1er."

A l'article 53, § 2, la référence à "l'article 51, 2° et 3°" est remplacé par une référence à "l'article 51, § 1er, 3° et 4°" et au § 3, la référence à "l'article 51, 3°" est remplacée par une référence à "l'article 51, § 1er, 4°".

**Art. 27.** L'article 59 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 59. § 1er. Nul ne peut être engagé à titre définitif dans une fonction de promotion s'il ne répond au moment de l'engagement aux conditions suivantes :

1° Être belge ou ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° Être titulaire à titre définitif depuis six ans au moins dans l'enseignement subventionné d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion;

3° Exercer une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné;

4° Être porteur d'un titre de capacité prévu à l'article 2 et déterminé par le Gouvernement pour la fonction de recrutement qui appartient au même niveau d'enseignement que la fonction de promotion à conférer.

Les conditions fixées à l'alinéa 1er, 2° et 3°, ne sont pas requises pour la fonction de chef de travaux d'atelier.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1er, 2°, doit avoir été acquise au niveau fondamental.

§ 2. En cas d'application de l'article 60, § 2bis, le membre du personnel pourra être engagé à titre définitif dans la fonction de promotion à l'expiration d'une période de six années. Le délai de six ans est, le cas échéant, diminué du nombre d'années précédant sans interruption l'engagement dans la fonction de promotion, au cours desquelles le membre du personnel a été titulaire à titre définitif d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion.

§ 3. Dans les écoles maternelles ou primaires à classe unique, ainsi que dans les écoles fondamentales comportant une seule classe du niveau primaire, le membre du personnel recruté sur base de l'article 60, § 2bis, est présumé exercer la fonction de recrutement d'instituteur maternel ou primaire. Il peut bénéficier d'un engagement à titre définitif dans cette fonction de recrutement dès qu'il répond aux conditions exigées à l'article 42. Il pourra prétendre à un engagement à titre définitif dans la fonction correspondante dès qu'il remplira les conditions précisées au § 1er, 2°."

**Art. 28.** A l'article 60, § 1er, les mots "Au plus tard à la fin de la période de deux ans courant à partir de la date à laquelle l'emploi est devenu vacant" est remplacé par "Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1er, 3°, et au plus tard deux ans après sa désignation."

A l'article 60, un § 2bis, disposant comme suit est ajouté :

"§ 2bis. A défaut de pouvoir conférer l'emploi, s'il y a lieu, à titre définitif conformément à l'article 59, § 1er, ou à titre temporaire conformément aux §§ 1er et 2, le pouvoir organisateur peut recruter un membre du personnel pour autant qu'il soit satisfait aux conditions de l'article 30, § 1er."

**Art. 29.** A l'article 83, il y a lieu d'insérer un troisième alinéa ainsi libellé :

"Le délai visé à l'alinéa 1er est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août."

**Art. 30.** A l'article 106, il est ajouté un 3°, libellé comme suit :

"3° L'arrêté royal du 17 juillet 1987 portant agrégation de nomination définitive des membres du personnel des établissements libres subventionnés artistiques de plein exercice;"

**Art. 31. § 1er.** A l'article 107, aux 3° et 4°, le mot "vacant" est supprimé.

§ 2. Un 5° est ajouté à l'article 107, rédigé comme suit :

"5° Les membres subventionnés nommés à titre de stagiaires dans l'enseignement de promotion socio-culturelle et dans l'enseignement artistique avant l'entrée en vigueur du présent décret sont censés être engagés à titre définitif à la date d'entrée en vigueur du présent décret."

**Art. 32.** A l'article 110, 3e et 5e alinéas, les mots "ou bénéficiant des dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal du 17 mars 1967" sont ajoutés après les mots "groupe B".

**Art. 33.** L'article 111 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 111. La mise en disponibilité par défaut d'emploi, la déclaration en perte partielle de charge, la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente sont réglés par le Gouvernement."

### CHAPITRE III

*Dispositions modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

**Art. 34.** L'article 1er de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat est remplacé par le texte suivant :

"Article 1er. La présente loi est applicable à l'Université de Liège, à l'Université de Mons-Hainaut et à la Faculté universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux sous réserve, pour cette dernière, de l'application des dispositions prévues à l'article 64bis."

**Art. 35. § 1er.** L'article 18, § 1er, de la même loi est remplacé par le texte suivant :

"§ 1er. nomme les agrégés, les répétiteurs et le personnel scientifique définitif, notamment les chefs de travaux et les conservateurs, sur avis des organes qu'il déclare compétents, le Conseil académique entendu, et les bibliothécaires. Il nomme le bibliothécaire en chef, le Conseil académique entendu."

**Art. 36. § 1er.** Dans l'article 22 de la même loi, les mots "le Roi" sont remplacés par les mots "le Conseil d'administration".

§ 2. Dans l'article 22 de la même loi, sont insérés les alinéas 5 et 6 rédigés comme suit :

"Le Recteur notifie la décision de nomination au ministre ayant l'enseignement universitaire dans ses attributions dans les huit jours qui suivent la délibération du conseil d'administration. Le Gouvernement ratifie la nomination dans un délai de trente jours suivant la réception de la notification de la décision par le Recteur. Passé ce délai, la ratification est réputée acquise. Le Recteur en informe le Conseil d'administration lors de sa prochaine séance; il notifie la décision ratifiée à l'intéressé et demande sa publication au *Moniteur belge*."

"La nomination entre en vigueur au plus tôt le premier jour du mois qui suit la décision du Conseil d'administration"

§ 3. Dans l'article 23, alinéa 3, de la même loi, les mots : "qui fait ensuite une proposition motivée" sont remplacés par les mots : "qui prend ensuite une décision motivée"; les mots "avant de faire sa proposition" sont remplacés par les mots "avant de prendre sa décision".

§ 4. Dans l'article 23bis, alinéa 3, de la même loi, les mots : "qui fait ensuite une proposition motivée" sont remplacés par les mots : "qui prend ensuite une décision motivée"; les mots "avant de faire sa proposition" sont remplacés par les mots "avant de prendre sa décision".

§ 5. L'article 24, alinéa 1er, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

"Dans le cas où il est procédé à la consultation prescrite à l'article 23, alinéas 3 et 4, les professeurs ordinaires, les professeurs extraordinaires et les chargés de cours sont nommés sur avis favorable de trois des personnes consultées ou à défaut d'un tel avis, sur avis favorable d'au moins deux desdites personnes."

§ 6. Dans l'article 24bis de la même loi, les mots : "qui fait ensuite une proposition motivée" sont remplacés par les mots : "qui prend ensuite une proposition motivée"; les mots "avant de faire sa proposition" sont remplacés par les mots "avant de prendre sa décision"; les mots "la proposition du Conseil d'administration" sont remplacés par les mots : "la décision du Conseil d'administration".

§ 7. L'article 24ter de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 24ter. Les chargés de cours associés sont nommés sur décision nouvellement motivée du Conseil d'administration si elle est prise après examen, par le Conseil des réclamations et après consultation éventuelle, à la demande du ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions, des personnes prévues à l'article 24bis, deuxième alinéa. Toutefois, cette consultation n'a pas lieu s'il y a été procédé antérieurement en application dudit article 24bis."

§ 8. Dans l'article 25 de la même loi, les mots : "sur proposition du Conseil d'administration" sont supprimés.

§ 9. Dans l'article 26, alinéa 1er, de la même loi, les mots : "sur proposition du Conseil d'administration" sont supprimés et les mots "par lui" sont remplacés par les mots "par le Conseil d'administration".

§ 10. A l'article 30 de la même loi, les mots : "Le Roi peut conférer à des fonctionnaires de l'Etat qu'il détache de leur administration" sont remplacés par les mots : "Le Conseil d'administration peut conférer à des fonctionnaires de l'Etat, des Communautés et des Régions, qui ont obtenu une autorisation de détachement en fonction du statut qui leur est applicable."

§ 11. A l'article 43 de la même loi, les mots : "qu'il apprécie, et de l'avis du Conseil d'administration et de l'organe désigné par lui, le Roi peut, par arrêté motivé" sont remplacés par les mots : "que le Conseil d'administration apprécie et de l'avis de l'organe désigné par lui, le Conseil peut, par décision motivée".

**Art. 37.** A l'article 50 de la même loi, le quatrième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

"Les alinéas 5 et 6 de l'article 22 sont applicables aux nominations des agrégés, des répétiteurs et du personnel scientifique définitif ainsi qu'au personnel administratif et spécialisé d'un niveau au moins égal à celui de secrétaire d'administration."

**Art. 38.** A l'article 62 de la même loi, les mots "le Roi" sont remplacés par les mots "le Conseil d'administration"

**Art. 39. § 1er.** L'article 64bis de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

*"Chapitre IXbis*

*Dispositions particulières relatives à la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux*

**Article 64bis. § 1er.** Le Conseil d'administration de la Faculté se compose de :

- 1° du recteur, président;
- 2° du vice-recteur, vice-président;
- 3° de cinq représentants du corps enseignant élus par le Conseil académique parmi les membres du corps enseignant et y exerçant depuis deux ans au moins une fonction à charge complète;
- 4° de deux représentants du corps scientifique élus parmi les membres du corps scientifique et y ayant exercé pendant deux ans au moins une activité professionnelle universitaire;
- 5° de deux représentants du personnel administratif et du personnel spécialisé de maîtrise, gens de métier et de service, élus parmi les membres du personnel exerçant depuis deux ans au moins une activité professionnelle dans le même établissement;
- 6° de deux représentants des étudiants de l'université ou du centre universitaire et qui y ont déjà accompli avec succès une année d'études;
- 7° de deux représentants des milieux sociaux et de deux représentants des milieux économiques.

§ 2. Le bureau permanent de la Faculté est composé du recteur, du vice-recteur, de six autres membres représentant respectivement chacun des groupes composant le Conseil d'administration, à savoir : un représentant du personnel enseignant, un représentant du corps scientifique, un représentant du personnel administratif et du personnel spécialisé de maîtrise, gens de métier et de service, un représentant des étudiants, un représentant des milieux sociaux et un représentant des milieux économiques.

§ 3. A la Faculté, il est nommé un directeur administratif au lieu d'un administrateur. Toutes les dispositions prévues pour l'administrateur sont applicables au directeur administratif. Toutefois, ce dernier jouit du traitement qui est celui prévu pour le directeur d'administration dans les ministères.

§ 4. Le directeur administratif nommé à titre définitif et en fonction à la Faculté, à la date d'entrée en vigueur du présent article, est maintenu dans l'exercice de sa fonction."

§ 2. Les articles 64ter et 64quater de la même loi sont abrogés

**CHAPITRE IV — Dispositions diverses**

**Art. 40.** L'article 6, § 1er, de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé et subventionné par l'Etat, modifié par le décret du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget est complété par les mots "et du 1er janvier 1995 au 30 juin 1996".

**Art. 41.** Dans l'article 3 du décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, les mots "ou d'une institution de crédit dans laquelle l'Etat détient une participation d'au moins 25 p.c." sont insérés entre les mots "crédit" et "les".

**Art. 42.** Pour l'année scolaire 1995-1996, ne sont pas applicables :

1° l'article 13 de l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long;

2° l'article 17, § 5, de la loi du 18 février 1977, telle que modifiée par l'article 17 de l'arrêté royal n° 460 précité.

Pour l'année scolaire 1995-1996, le remplacement d'une section d'enseignement supérieur de type court visé à l'article 14 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur ne peut se faire que pour des sections organisées par le pouvoir organisateur en 1994-1995, sur avis favorable du Conseil permanent de l'enseignement supérieur et après accord du Gouvernement.

**Art. 43.** A l'article 37 du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, le mot "abrogé" est remplacé par le mot "rapporté".

**Art. 44.** Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1995, à l'exception des articles 17, 25, § 3, 27, § 3, 30, 31, 32 qui entrent en vigueur le 1er mars 1993 et du chapitre III qui entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française  
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 — 1043

[S-Mac — 29283]

## 10 APRIL 1995. — Decreet houdende dringende maatregelen inzake onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet d.d. 6 juni 1994*

*tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs*

**Artikel 1.** Artikel 24, § 1, lid 2, van bovenvermeld decreet d.d. 6 juni 1994, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"In afwijking van lid 1 :

— mag het personeelslid in het kleuter- en lager onderwijs zich slechts beroepen op 360 dagen verworven in een ambt van dezelfde categorie om prioritair te worden in dat ambt of elk ander ambt waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit;

— komen in aanmerking in de rangschikking van de prioritaire personeelsleden in het secundair onderwijs :

1° elk personeelslid dat 360 dienstdagen telt in een ambt van de betrokken categorie en het bekwaamheidsbewijs bezit dat voor het gesolliciteerde ambt vereist is;

2° elk personeelslid dat onder de vereiste 360 dagen ten minste 180 dienstdagen telt in het ambt waarnaar hij solliciteert en waarvoor hij een voldoende geacht bewijs A bezit.

De aanstellingen gebeuren met inachtneming van de rangschikking.

Deze wordt, overeenkomstig artikel 34, op grond van het aantal dagen dienstanciënniteit berekend.

**Art. 2, § 1.** In artikel 25, § 1, 1°, 4e lid wordt het woord "commissie" door het woord "instantie" vervangen.

§ 2. Artikel 25, § 1, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen : "Indien hij prioritair tijdelijke is volgens artikel 24, § 1, wordt dezelfde procedure toegepast als bepaald in 1° maar het advies van de raad van beroep verbindt de inrichtende macht.

§ 3. In artikel 25, § 2, laatste lid, 2e regel van de Franse tekst wordt het woord "par" vervangen door het woord "parmi".

**Art. 3.** Een artikel 27bis wordt in bovenvermeld decreet d.d. 6 juni 1994 ingevoegd. Het luidt als volgt

"Artikel 27bis. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient onder inrichtende macht te worden verstaan :

— in het door de steden en de gemeenten ingericht onderwijs, het college van burgemeester en schepenen;

— in het door de provincies ingericht onderwijs, de bestendige deputatie van de Provincieraad,

— in de onderwijsinrichtingen die onder de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn ressorteren, de Raad van die instellingen;

— in de onderwijsinrichtingen die ressorteren onder de "Office de la Naissance et de l'Enfance", de raad van bestuur van deze instelling;

— in de onderwijsinrichtingen die onder intercommunale verenigingen ressorteren, de raad van bestuur van die inrichtingen.

Elke aanstelling die door het college van burgemeester en schepenen wordt gedaan, wordt echter in een termijn van drie maanden de gemeenteraad ter bekrachtiging voorgelegd".

**Art. 4, § 1.** Artikel 28, 1° wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Elke reffectatie van een ter beschikking gesteld personeelslid bij een andere inrichtende macht wordt elk jaar verlengd zolang de betrokkene geen 600 dagen anciënniteit in dienst van de inrichtende macht bij welke hij weer aangesteld werd, heeft verworven.

Deze 600 dagen moeten over ten minste drie schooljaren gespreid zijn. Ze worden overeenkomstig artikel 34 berekend.

Er wordt echter een einde aan deze reffectatie gemaakt :

— ingeval de titularis van de betrekking terugkomt, indien de reffectatie tijdelijk is;

— indien de inrichtende macht ertoe verplicht is intussen een lid van haar personeel weer aan te stellen;

— indien de inrichtende macht die ter beschikking heeft gesteld, over een openstaande betrekking beschikt van hetzelfde ambt en een einde aan deze terbeschikkingstelling moet maken;

— indien het personeelslid verzuimt zich kandidaat te stellen voor de benoeming zodra hij de in dit decreet bepaalde voorwaarden vervult. De anciënniteit waarop het personeelslid zich daarbij kan beroepen is de anciënniteit verworven in dienst van de inrichtende macht waarbij hij weer aangesteld is;

— indien het personeelslid de in de artikelen 6 en 15 opgenomen verplichtingen niet onderschrijft of in acht neemt.

Er mag ook een einde aan deze reffectatie gemaakt worden :

— in gemeen overleg — wegens zware tekortkoming — na beslissing van de bevoegde reffectatiecommissie waarbij de zaak door de inrichtende macht of het personeelslid aanhangig is gemaakt.

§ 2. Artikel 4, 2°, van bovenvermeld decreet d.d. 6 juni 1994 wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt :

"In verband met het hoger onderwijs van het korte type en voor zover specifieke vereiste bekwaamheidsbewijzen niet nader bepaald werden bij toepassing van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs, wordt de houder van een van de door deze wet vereiste bekwaamheidsbewijzen geacht het vereiste bekwaamheidsbewijs te bezitten voor het specifiek vak dat hij ten minste 240 dagen heeft onderwezen, gespreid over ten minste twee schooljaren".

(1) *Zitting 1994-1995.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerp van decreet : nr. 230-1. — Verslag : nr. 230-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 april 1995.

**Art. 5.** Artikel 30, 9°, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De 600 dagen anciënniteit verworven in dienst van de inrichtende macht moeten over minstens drie schooljaren gespreid zijn".

**Art. 6.** Een artikel 30bis wordt in bovenvermeld decreet d.d. 6 juni 1994 ingevoegd. Het luidt als volgt :

"Artikel 30bis. In afwijking van de bepalingen van artikel 30, lid 1°, 8° en 9°, en enkel voor het schooljaar 1995-1996 worden geacht te hebben voldaan aan de benoemingsvoorwaarden op 1 oktober 1995 in het basisonderwijs en op 1 november 1995 in de andere onderwijsniveaus de personeelsleden die op het einde van het school- of academiejaar 1994-1995 een anciënniteit hebben verkregen van 600 dagen waarvan 240 in het beschouwde jaar bij de inrichtende macht. Deze anciënniteit moet over minstens drie schooljaren gespreid zijn".

**Art. 7.** In artikel 31 wordt een derde lid ingevoegd dat als volgt luidt :

"In het basisonderwijs moeten de betrekkingen van kleuteronderwijzer(es) en van onderwijzer(es) een halve opdracht of een volledige opdracht behelzen".

Lid 3 wordt lid 4. Dit wordt als volgt gewijzigd :

"Het advies met de rangschikking van de tijdelijken, het te begeven ambt, de omvang van de prestaties van de aangeboden betrekkingen, de van de kandidaten vereiste voorwaarden, alsmede de vorm en de termijn waarin de kandidaturen moeten worden ingediend, wordt meegedeeld aan alle tijdelijke personeelsleden van de inrichtende macht die in de rangschikking van de prioritaireren, bedoeld in de artikelen 24, § 1, en 30, voorkomen".

Een vijfde lid wordt aan hetzelfde artikel toegevoegd : "De op 1 februari openstaande betrekkingen worden in elk ambt geglobaliseerd voor de inrichtingen van dezelfde inrichtende macht gelegen op het gebied van dezelfde gemeente, ten belope van het maximumaantal betrekkingen die het voorwerp waren van een oproep tot de kandidaten voor de benoeming, in de maand mei die voorafgaat".

**Art. 8.** Artikel 34, lid 2, wordt in twee nieuwe leden opgesplitst die luiden als volgt :

"Het aantal dagen verworven in de hoedanigheid van tijdelijke in een ambt met volledige prestaties omvat alle dagen van het begin tot het einde van de periode van ononderbroken werkzaamheid.

In afwijking van lid 1 omvat deze werkzaamheidsperiode ook het ontspanningsverlof, winter- en lentevakantie, het kraamverlof, het onthaalverlof met het oog op de adoptie en de pleegvoogdij, en de uitzonderlijke verloven resp. bepaald in de artikelen 5 en 5bis van het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het personeel van het Rijksonderwijs en van de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 14 januari 1979 betreffende het omstandigheidsverlof toegekend aan sommige tijdelijke personeelsleden van rijksonderwijsinrichtingen".

**Art. 9.** Artikel 40, 3°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"een ambt met volledige prestaties uitoefenen in het door eenzelfde inrichtende macht georganiseerd onderwijs".

**Art. 10.** Artikel 44, lid 2, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Bij toepassing van artikel 42, § 4, wordt hij geacht aan de in artikel 40, lid 1° en 2°, gestelde vereiste te voldoen na verloop van 6 jaar".

**Art. 11.** Artikel 50, § 3, tweede lid van het decreet d.d. 6 juni 1994 wordt door de volgende tekst vervangen :

"Voor elke aanstelling voor ten hoogste vijftien weken gelden de in artikel 49, 4° en 5°, bedoelde voorwaarden niet".

**Art. 12.** Artikel 52, lid 2, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Bij toepassing van artikel 50, § 4, wordt het personeelslid geacht aan de in artikel 49, lid 1, 1°, gestelde vereiste te voldoen na verloop van 6 jaar".

**Art. 13.** Artikel 76, 2°, wordt als volgt aangevuld :

"2°. een voorzitter gekozen onder de magistraten in active dienst of onder de op rust gestelde magistraten.

**Art. 14.** Artikel 99, 2°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De artikelen 30, § 1, 74, 75 en 76 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957".

**Art. 15.** 1° Artikel 100, § 2, wordt als volgt aangevuld :

"De inrichtende machten mogen niettemin benoemingen doen met uitwerking op 1 januari 1995, uiterlijk tot 30 juni van het schooljaar 1994-1995.

2°. In artikel 100, lid 2, §§ 2, 3 en 4 worden de woorden "in § 1 bedoelde" vervangen door de woorden : "in lid 1 bedoelde".

3°. In artikel 100, lid 1, § 3 en 4 wordt het woord "vacant" geschrapt.

4°. In artikel 100, § 6, worden de woorden "en in het kunstonderwijs" ingevoegd tussen de woorden "onderwijs voor socio-culturele promotie" en "voor de inwerkingtreding van dit statuut".

**Art. 16.** § 1. Artikel 101 wordt door de volgende bepaling gewijzigd : "In afwachting van de uitvoering van artikel 12bis, § 2, van de wet d.d. 29 mei 1959 worden de vereiste en voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen beschouwd als bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 2".

§ 2. Een artikel 101bis wordt toegevoegd : het luidt als volgt : "Artikel 101bis. De terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de verklaring van gedeeltelijk verlies van opdracht, de reffectatie van de ter beschikking gestelde personeelsleden en de toekenning van een wachtweddetoelage worden door de Regering geregeld".

#### HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet d.d. 1 februari 1993

houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

**Art. 17.** In artikel 2, 1e lid, moeten tussen de woorden "voormelde wet van 29 mei 1959" en de woorden "en de artikelen 10 en 17, § 4" de volgende woorden worden ingevoegd "artikel 15, 5°, van de wet op het kunstonderwijs d.d. 14 mei 1955 en artikel 22bis van de wet d.d. 11 juli 1973 tot wijziging van voormelde wet d.d. 29 mei 1959".



**Art. 18.** In artikel 30, § 1, lid 1, worden de woorden "de leeftijdsgrens van 54 jaar niet overschreden hebben behoudens vrijstelling toegestaan door de Executieve. In voorkomend geval kan de in 8° vastgestelde leeftijdsgrens verhoogd worden met het aantal jaren die de betrokkene kan doen gelden en die in aanmerking komen voor de opening van het recht op een pensioen ten laste van de Schatkist" geschrapt.

**Art. 19.** In artikel 32, § 1, wordt een punt 6° dat luidt als volgt ingevoegd :

"In het onderwijs voor sociale promotie, in voorkomend geval, na verloop van de organisatie van een opleidingscensheid of een afdeling waarvoor de tijdelijke werving is verricht".

**Art. 20.** Artikel 40 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 40. De inrichtende macht kan definitief aanwerven in een openstaande betrekking van een wervingsambt overeenkomstig de in de artikelen 43, 45 en 46 bepaalde procedures, behalve :

1. indien de inrichtende macht door de vigerende bepalingen inzake reffectatie of wedertewerkstelling verplicht is, voor die betrekking een personeelslid aan te werven dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld is;

2. indien de inrichtende macht die niet door deze bepaling gebonden is, een personeelslid aanwerft door mutatie, bedoeld in artikel 41, of bij toepassing van de artikelen 41bis, 41ter, 41quater en 41quinquies".

**Art. 21.** Een artikel 41bis, dat luidt als volgt, wordt ingevoegd :

"Artikel 41bis. De inrichtende macht die een vacante betrekking te begeben heeft, mag met inachtneming van artikel 45, lid 2, de opdracht van een lid van haar personeel dat in vast verband is aangeworven in een opdracht met onvolledige prestaties, aanvullen door uitbreiding van zijn vaste werving in hetzelfde ambt.

De opdrachtuitbreiding heeft uitwerking, ongeacht de datum ervan. Ze mag enkel toegestaan worden voor zover het personeelslid alle in artikel 42 bepaalde voorwaarden vervult, met uitzondering van 10°".

**Art. 22.** Een artikel 41ter, dat luidt als volgt, wordt ingevoegd :

"Artikel 41ter. De inrichtende macht die een vacante betrekking in een wervingsambt te begeben heeft, mag in deze betrekking een reeds in vast verband in een selectie- of bevorderingsambt aangeworven personeelslid dat zulks vraagt in vast verband aanwerven indien geen enkel lid van haar personeel prioritair is in de zin van artikel 34, § 1, 1°. De aanwerving mag dan gebeuren, ongeacht de datum ervan. Ze mag enkel toegestaan worden voor zover het personeelslid alle voorwaarden vervult die in artikel 42 bepaald zijn met uitzondering van 8° wat de anciënniteit in het ambt betreft, en van 10°".

**Art. 23.** Een artikel 41quater dat luidt als volgt, wordt ingevoegd :

"Artikel 41quater. Het in 41ter niet bedoeld personeelslid dat met inachtneming van de regels van dit statuut een vacante betrekking toegewezen krijgt waarvoor hij reeds een aanwerving in vast verband bij dezelfde inrichtende macht heeft genoten, wordt, indien hij zulks vraagt, onmiddellijk aangeworven in deze betrekking, ongeacht de datum".

**Art. 24.** Een artikel 41quinquies, dat luidt als volgt, wordt ingevoegd :

"Artikel 41quinquies. § 1. Het in vast verband aangeworven personeelslid dat, krachtens de bepalingen betreffende de terbeschikkingstelling en reffectatie, met inbegrip van de maatregelen die aan de terbeschikkingstelling voorafgaan, een vacante betrekking toegewezen krijgt bij de inrichtende macht die hem, in voorkomend geval, ter beschikking of met gedeeltelijk verlies van opdracht heeft gesteld, wordt onmiddellijk in die betrekking in vast verband aangeworven, ongeacht de datum.

§ 2. Het in vast verband aangeworven personeelslid dat krachtens de bepalingen betreffende de wedertewerkstelling, een vacante betrekking toegewezen krijgt bij de inrichtende macht die hem ter beschikking of met gedeeltelijk verlies van opdracht had gesteld, mag, indien hij zulks vraagt, onmiddellijk aangeworven worden in deze betrekking, ongeacht de datum".

**Art. 25.** De tekst van artikel 51 wordt door de volgende tekst vervangen :

"Artikel 51. § 1. Niemand kan in vast verband worden aangeworven in een selectieambt indien hij op het ogenblik van de aanwerving niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1° een dienstanciënniteit van zes jaar verworven hebben in het gesubsidieerd onderwijs in een van de wervings-, selectie- of bevorderingsambten, berekend volgens de in artikel 47 vastgestelde voorwaarden;

2° sinds ten minste twee jaar in vast verband aangeworven zijn in één van die ambten in het gesubsidieerd onderwijs;

3° een ambt uitoefenen dat minstens een halve opdracht omvat in het gesubsidieerd onderwijs;

4° houder zijn van een in artikel 2 bedoeld bekwaamheidsbewijs, bepaald door de Regering voor het wervingsambt dat tot hetzelfde onderwijsniveau behoort als het te begeben selectieambt.

§ 2. Bij toepassing van artikel 53, § 2bis, mag het personeelslid na verloop van zes jaar in vast verband worden aangeworven in het selectieambt.

De termijn van zes jaar wordt, in voorkomend geval, verminderd met het aantal jaren tijdens welke het personeelslid tijdelijk of vast titularis was van een wervings-, selectie- of bevorderingsambt.

§ 3. Het personeelslid dat een ambt uitoefent in een school voor praktische opleiding waarin enkel selectiebetrekkingen zijn in het ambt dat hij uitoefent, wordt geacht het overeenstemmende wervingsambt uit te oefenen. Hij mag een aanwerving in vast verband genieten in dat wervingsambt zodra hij aan de in artikel 42 bepaalde vereisten voldoet. Hij mag aanspraak maken op een werving in vast verband in het overeenstemmende selectieambt zodra hij aan de § 1, 1° en 2°, bepaalde voorwaarden voldoet."

**Art. 26.** In artikel 53, § 1, worden de woorden "uiterlijk tegen het einde ... ervan heeft ontlast" vervangen door "In de in lid 1, 3°, bedoelde veronderstelling wordt het personeelslid uiterlijk twee jaar na zijn aanstelling in vast verband aangeworven in het selectieambt indien hij op dat ogenblik aan alle voorwaarden van artikel 51 voldoet en indien de inrichtende macht hem niet ervan heeft ontlast".

Aan artikel 53 wordt een § 2bis luidend als volgt toegevoegd :

"§ 2bis. Indien de betrekking niet in vast verband overeenkomstig artikel 51, § 1, of tijdelijk, overeenkomstig §§ 1 en 2, kan toegewezen worden, mag de inrichtende macht een personeelslid aanwerven voor zover dit aan de voorwaarden van artikel 30, § 1, voldoet".

In artikel 53, § 2, wordt de verwijzing naar "artikel 51, 2° en 3°, vervangen door "artikel 51, § 1, 3° en 4°" en in § 3 wordt de verwijzing naar "artikel 51, 3°" vervangen door een verwijzing naar "artikel 51, § 1, 4°".

**Art. 27.** Artikel 59 wordt door de volgende bepaling vervangen: "Artikel 59, § 1. Niemand kan in vast verband worden aangeworven in een bevorderingsambt indien hij op het ogenblik van de aanwerving niet aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toegestane afwijking;  
2° sinds minstens zes jaar in het gesubsidieerd onderwijs vastbenoemd titularis zijn van een van de wervings-, selectie- of bevorderingsambten;

3° een ambt uitoefenen dat minstens een halve opdracht in het gesubsidieerd onderwijs omvat;  
4° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 2 en bepaald door de Regering voor het wervingsambt dat tot hetzelfde onderwijsniveau behoort als het te begeven bevorderingsambt.

De in lid 1, 2° en 3° vastgestelde voorwaarden gelden niet voor het ambt van werkplaatsleider.

In het basisonderwijs moet de in lid 1, 2°, bedoelde anciënniteit op het niveau van het basisonderwijs verworven zijn.

§ 2. Bij toepassing van artikel 60, § 2bis, kan het personeelslid in vast verband worden geworven in het bevorderingsambt na verloop van zes jaren. De termijn van zes jaren wordt eventueel verminderd met het aantal jaren die zonder onderbreking voorafgingen aan de werving in het bevorderingsambt en tijdens welke het personeelslid titularis in vast verband van een wervings-, selectie- of bevorderingsambt was.

§ 3. In de kleuter- en lagere scholen met een enkele klas, alsmede in de basisscholen met een enkele lagere klas wordt het op grond van artikel 60, § 2bis, geworven personeelslid geacht het wervingsambt van kleuteronderwijzer of onderwijzer uit te oefenen. Hij kan een werving in vast verband in dat wervingsambt genieten zodra hij aan de in artikel 42 bedoelde vereisten voldoet. Hij mag op een werving in vast verband in het overeenstemmende ambt aanspraak maken zodra hij de in § 1, 2°, vermelde voorwaarden vervult".

**Art. 28.** In artikel 60, § 1, worden de woorden "Uiterlijk tegen het einde van een periode van twee jaar vanaf de datum waarop de betrekking vacant is geworden" vervangen door "In de in lid 1, 3°, bedoelde veronderstelling en uiterlijk twee jaar na zijn aanstelling".

Aan artikel 60 wordt een § 2bis, dat luidt als volgt, toegevoegd:

"§ 2bis. Indien de betrekking niet in vast verband overeenkomstig artikel 59, § 1, of tijdelijk overeenkomstig §§ 1 en 2 kan toegewezen worden, mag de inrichtende macht een personeelslid aanwerven voor zover dit aan de voorwaarden van artikel 30, § 1, voldoet".

**Art. 29.** In artikel 93 dient een derde lid dat luidt als volgt, ingevoegd te worden:

"De in lid 1 bedoelde termijn wordt tussen 15 juli en 15 augustus opgeschort".

**Art. 30.** Aan artikel 106 wordt een 3° toegevoegd dat luidt als volgt:

"3°. Het koninklijk besluit d.d. 17 juli 1987 houdende erkenning van de definitieve benoeming van de personeelsleden van gesubsidieerde vrije inrichtingen voor kunstonderwijs met volledig leerplan".

**Art. 31, § 1.** In artikel 107, 3° en 4°, wordt het woord "vacante" geschrapt.

§ 2. Een 5° wordt toegevoegd aan artikel 107; het luidt als volgt:

"5° De gesubsidieerde leden, die in het onderwijs voor socio-culturele promotie en in het kunstonderwijs als stagiar zijn benoemd voor de inwerkingtreding van dit decreet".

**Art. 32.** In artikel 110, 3e lid en 5e lid worden de woorden "of dat de bepalingen van artikel 3 van het koninklijk besluit d.d. 17 maart 1967 niet" toegevoegd na de woorden "groep B".

**Art. 33.** Artikel 111 wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 111. De terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking de verklaring van gedeeltelijk verlies van opdracht, de reffectatie van de ter beschikking gestelde personeelsleden en de toekenning van een wachtweddetoelage worden door de Regering geregeld".

#### HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van de wet d.d. 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat

**Art. 34.** Artikel 1 van de wet d.d. 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt door de volgende tekst vervangen:

"Artikel 1. Deze wet is van toepassing op: "Université de Liège, Université de Mons-Hainaut, Faculté des Sciences Agronomiques de Gembloux", onder voorbehoud voor laatstgenoemde, van de toepassing van de in artikel 64bis vermelde bepalingen".

**Art. 35, § 1.** Artikel 18, § 1, van dezelfde wet wordt door de volgende tekst vervangen:

"§ 1. benoemt de geaggregeerden, de repetitors en het vast wetenschappelijk personeel, o.m. de werkleiders en de conservators op advies van de lichamen die hij bevoegd verklaart, de Academische Raad gehoord, en de bibliothecarissen. Hij benoemt de hoofdbibliothecaris, de Academische Raad gehoord".

**Art. 36, § 1.** In artikel 22 van dezelfde wet worden de woorden "de Koning" door de woorden "de Raad van Bestuur" vervangen.

§ 2. Aan artikel 22 van dezelfde wet worden lid 5 en lid 6 toegevoegd; ze luiden als volgt:

"De Rector deelt de minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, de beslissing tot benoeming mee binnen de acht dagen die volgen op de heraadslaging van de raad van bestuur. De Regering bekrachtigt de benoeming in een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van de betekening van de beslissing door de Rector. Na die termijn wordt de benoeming geacht, bekrachtigd te zijn. De Rector geeft er de raad van bestuur kennis van op de eerstvolgende vergadering; hij deelt de betrokkene de bekrachtigde beslissing mee en vraagt de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*".

De benoeming treedt in werking ten vroegste de eerste dag van de maand die op de beslissing van de raad van bestuur volgt".

§ 3. In artikel 23*bis*, lid 3, van dezelfde wet worden de woorden "die vervolgens een gemotiveerd voorstel doet" vervangen door "die vervolgens een gemotiveerde beslissing neemt", de woorden "alvorens zijn voorstel te doen" worden vervangen door de woorden "alvorens zijn beslissing te nemen".

§ 4. In artikel 23*bis*, lid 3, van dezelfde wet worden de woorden "alvorens zijn voorstel te doen", door de woorden "alvorens zijn beslissing te nemen" vervangen.

§ 5. Artikel 24, lid 1, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Ingeval de in artikel 23, lid 3 en lid 4, voorgeschreven raadpleging gebeurt, worden de gewone hoogleraren, buitengewone hoogleraren en docenten benoemd op gunstig advies van drie van de geraadpleegde personen of, bij gebrek aan een dergelijk advies, op gunstig advies van minstens twee van bovenbedoelde personen".

§ 6. In artikel 24*bis* van dezelfde wet worden de woorden "die dan een gemotiveerd voorstel doet" vervangen door de woorden "die dan een gemotiveerde beslissing neemt", de woorden "voordat hij een voorstel doet" door "voordat hij zijn beslissing neemt", de woorden "het voorstel van de Raad van bestuur" door "de beslissing van de Raad van bestuur".

§ 7. Artikel 24*ter* van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 24*ter*. De geassocieerde docenten worden benoemd op opnieuw gemotiveerde beslissing van de Raad van bestuur indien ze genomen wordt na onderzoek, door de Raad, van bezwaarschriften en na eventuele raadpleging, op verzoek van de minister bevoegd voor het universitair onderwijs, van de in artikel 24*bis*, tweede lid, bepaalde personen.

De raadpleging heeft echter niet plaats indien ze reeds vroeger bij toepassing van voormeld artikel 24*bis* heeft plaatsgemaakt".

§ 8. In artikel 25 van dezelfde wet worden de woorden "op de voordracht van de Raad van bestuur" geschrapt.

§ 9. In artikel 26, lid 1, van dezelfde wet worden de woorden "op de voordracht van de Raad van bestuur" geschrapt en worden de woorden "door hem" vervangen door de woorden "door de Raad van bestuur".

§ 10. In artikel 30 van dezelfde wet worden de woorden "de Koning kan aan Rijksambtenaren die Hij uit hun bestuur detachereert" vervangen door de woorden : "de Raad van bestuur kan aan Rijks-, Gemeenschaps-, en Gewestambtenaren die een detacheringsmachtiging hebben verkregen op grond van het statuut dat op hen van toepassing is, ... verlenen".

§ 11. In artikel 43 van dezelfde wet worden de woorden "de Koning kan ... omstandigheden waarover Hij oordeelt, op advies van de Raad van bestuur en van het door Hem aangestelde orgaan" vervangen door "de Raad kan ... omstandigheden waarover de Raad van bestuur oordeelt, op advies van het lichaam dat hij aanwijst."

**Art. 37.** In artikel 50 van dezelfde wet wordt het vierde lid door de volgende bepaling vervangen :

"Lid 5 en lid 6 van artikel 22 zijn van toepassing op de benoemingen van de geaggregeerden, de repetitoren en het vast wetenschappelijk personeel alsmede op het administratief en gespecialiseerd personeel van een niveau dat minstens gelijk is aan dat van bestuurssecretaris".

**Art. 38.** In artikel 62 van dezelfde wet worden de woorden "de Koning" door de woorden "de Raad van bestuur" vervangen.

**Art. 39.** § 1. Artikel 64*bis*, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen

#### "Hoofdstuk IX*bis*

##### *Bijzondere bepalingen betreffende de "Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux"*

Artikel 64*bis* § 1. De Raad van bestuur van de Faculteit bestaat uit :

1° de rector, voorzitter;

2° de vice-rector, ondervoorzitter;

3° vijf vertegenwoordigers van de leerkrachten, verkozen door de Academische Raad onder de leerkrachten en die er sinds minstens twee jaar een ambt met volledige opdracht uitoefenen;

4° twee vertegenwoordigers van het wetenschappelijk personeel, verkozen onder de leden van het wetenschappelijk personeel en die er ten minste twee jaar een universitaire beroepsbezigheid hebben uitgeoefend;

5° twee vertegenwoordigers van het administratief personeel en gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel, verkozen onder de personeelsleden die sinds minstens twee jaar een beroepsbezigheid in dezelfde instelling hebben uitgeoefend;

6° twee vertegenwoordigers van de studenten van de universiteit of van het universitair centrum die er met goed gevolg een studiejaar hebben volbracht;

7° twee vertegenwoordigers van de sociale kringen en twee vertegenwoordigers van de economische kringen.

§ 2. Het vast bureau van de Faculteit bestaat uit de rector, de vice-rector, zes andere leden die resp. elk van de groepen die de raad van bestuur samenstellen, vertegenwoordigen, namelijk : een vertegenwoordiger van het wetenschappelijk personeel, een vertegenwoordiger van het onderwijzend personeel, een vertegenwoordiger van het administratief en gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel, een vertegenwoordiger van de sociale kringen en een vertegenwoordiger van de economische kringen.

§ 3. In de Faculteit wordt een administratief directeur benoemd in plaats van een beheerder. Alle voor de beheerder bedoelde bepalingen zijn van toepassing op de administratief directeur. Laatstgenoemde geniet echter de wedde die voor de bestuursdirecteur bij de ministeries bepaald werd.

§ 4. De administratief directeur die vast benoemd is en zijn ambt in de Faculteit uitoefent op de datum van inwerkingtreding van dit artikel wordt in zijn ambt gehandhaafd."

§ 2. De artikelen 64*ter* en 64*quater* van dezelfde wet worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK IV. — Diverse bepalingen

**Art. 40.** Artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat ingericht en gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreet d.d. 21 december 1992 houdende diverse maatregelen inzake Cultuur, Sociale Zaken, Onderwijs en Begroting wordt met de woorden "en van 1 januari 1995 tot 30 juni 1996" aangevuld.

**Art. 41.** In artikel 3 van het decreet d.d. 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap worden de woorden "of van een kredietinstelling waarin de Staat een participatie van minstens 25 t.h. bezit" ingevoegd tussen de woorden "krediet" en "de".

**Art. 42.** Voor het schooljaar 1995-1996 zijn niet van toepassing :

1° artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1996 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type;

2° Artikel 17, § 5, van de wet d.d. 18 februari 1977, zoals gewijzigd bij artikel 17 van bovenvermeld koninklijk besluit nr. 460.

Voor het schooljaar 1995-1996 mag de vervanging van een afdeling voor hoger onderwijs van het korte type bedoeld in artikel 14 van de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, enkel gebeuren voor afdelingen die door de inrichtende macht in 1994-1995 werden georganiseerd, op gunstig advies van de Vaste Raad voor het hoger onderwijs en na akkoord van de Regering.

**Art. 43.** In artikel 37 van het decreet d.d. 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs wordt het woord "opgeheven" door het woord "ingetrokken" vervangen.

**Art. 44.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1995, met uitzondering van de artikelen 17, 25, § 3, 27, § 3, 30, 31, 32, die op 1 maart 1993 in werking treden, en van hoofdstuk III dat op 1 september 1995 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINK

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX

F. 95 — 1644

[S-Mac — 29282]

**10 AVRIL 1995. — Décret fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 44 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, le ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ne pourra pas déclarer vacants des emplois entrant dans une des catégories suivantes :

a) emplois dans une section de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou dans une unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, n'ayant pas encore fait l'objet d'un rapport favorable du Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale relativement au respect du niveau des études;

b) emplois qui doivent obligatoirement être attribués, en vertu de la réglementation relative à la mise en disponibilité et à la réaffectation, à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge.

Les obligations en matière de réaffectation s'étendent à la reconduction des réaffectations effectuées avant l'année scolaire 1994-1995, soit d'initiative, soit sur désignation d'office des commissions zonales ou de la commission interzonale de réaffectation;

c) emplois relevant d'une structure que l'article 137 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale impose de transformer progressivement;

d) emplois dans une unité de formation approuvée à titre provisoire, conformément aux dispositions de l'article 136 du décret du 16 avril 1991 précité, qui n'a pas été organisée au moins une fois durant chacune des six années scolaires précédentes.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — Projet de décret : n° 185-1. — Rapport : n° 185-2. — Amendements : n° 185-3.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 4 avril 1995. — Adoption. Séance du 6 avril 1995.